

**MARCHÉ PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION
ET DE LA COMMUNICATION**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) - PHASE CANDIDATURES

Consultation n° 24M0159

Acheteur public (ÉTAT) :

**MINISTÈRE DES ARMÉES
CASE n°51 – AP200
1, place Joffre
75700 PARIS SP 07**

Objet de la consultation :

**Développement agile d'applications informatiques selon le framework Symfony
et prestations connexes**

Marché passé en appel d'offres restreint en application des articles L. 2124-2 et R. 2124-2,
R. 2161-6 à R. 2161-11 du code de la commande publique

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire soumis aux dispositions des articles
R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-13 et R. 2162-14, en application de l'article L. 2125-1 du
code de la commande publique

Marché « sensible » soumis aux dispositions de l'arrêté du 9 août 2021, portant approbation de
l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Imputation budgétaire :

Référence UO : 0144.0002.DG02

Nomenclature européenne :

72232000-0 : « Développement de logiciels transactionnels et de logiciels personnalisés »
72267000-4 : « Services de maintenance et de réparation de logiciels »

**Date et heure limites de remise des candidatures est fixée
au 16 septembre 2025 avant 16h30**

Le présent Règlement de la Consultation comprend douze (12) pages et 2 annexes

APPEL D'OFFRES RESTREINT

PHASE CANDIDATURES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 – DESCRIPTION.....	3
1.1.1 - <i>Objet de la consultation</i>	3
1.1.2 - <i>Type de marché</i>	3
1.1.3 - <i>Forme du marché</i>	3
1.1.4 - <i>Procédure</i>	3
1.1.5 - <i>Réalisation des prestations</i>	3
1.1.6 - <i>Nomenclature européenne</i>	3
1.2 – CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ	3
1.2.1 - <i>Durée du marché</i>	3
1.2.2 - <i>Montants du marché</i>	4
1.2.2.1 <i>Montant estimatif du marché</i>	4
1.2.2.2 <i>Montants contractuels du marché</i>	4
1.2.3 - <i>Sécurité</i>	4
ARTICLE 2 – CANDIDATURES.....	5
2.1 – CONTENU DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	5
2.2 – MODALITÉS DE RETRAIT DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	5
2.3 – ÉCHANGES PENDANT LA PHASE DE LA CONSULTATION.....	5
2.4 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES	5
2.4.1 - <i>Documents à joindre au titre de la candidature de la société</i>	6
2.4.2 - <i>Capacités à exécuter les prestations du marché</i>	6
2.4.2.1 <i>Capacité économique et financière des candidats</i>	6
2.4.2.2 <i>Capacités techniques et professionnelles des candidats</i>	6
2.4.2.3 <i>Niveaux minimaux de participation</i>	7
2.5 – DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES	7
2.6 – EXAMEN DES CANDIDATURES	8
ARTICLE 3 – AUTRES RENSEIGNEMENTS	9
3.1 – MODALITÉS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES	9
3.1.1 - <i>Modalités de transmission des plis par voie électronique via la PLACE</i>	9
3.1.2 - <i>Certificat numérique</i>	9
3.1.3 - <i>Format des fichiers</i>	10
3.1.4 - <i>Signature électronique</i>	10
3.2 – PROCÉDURE DE RECOURS.....	12
3.2.1 - <i>Précisions concernant les voies et délais de recours</i>	12
3.2.2 - <i>Instance chargée des procédures de recours</i>	12

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 – DESCRIPTION

1.1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet le développement agile d'applications informatiques selon le framework Symfony et prestations connexes.

Le marché se compose des deux (2) prestations suivantes :

- Prestation A : développement de l'application ou des modules logiciels ;
- Prestation B : suivi-support des développements réalisés.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), qui sera fourni lors de la phase offre.

1.1.2 - Type de marché

Il s'agit d'un marché public de techniques de l'information et de la communication.

1.1.3 - Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire soumis aux dispositions de l'article L. 2125-1 et des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

1.1.4 - Procédure

Le présent marché est passé en appel d'offres restreint (AOR) en application des articles L. 2124-2 et R. 2124-2, R. 2161-6 à R. 2161-11 du code de la commande publique.

1.1.5 - Réalisation des prestations

La réalisation des prestations est de préférence dématérialisée (Internet). Elle peut néanmoins être non dématérialisée (sur support informatique) avec une remise en main propre sur le site de l'administration situé à Paris ou dans les locaux du titulaire, en mode dégradé ou sur demande de l'administration.

1.1.6 - Nomenclature européenne

- 72232000-0 : Développement de logiciels transactionnels et de logiciels personnalisés ;
- 72267000-4 : Services de maintenance et de réparation de logiciels.

1.2 – CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

1.2.1 - Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et reste en vigueur jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. À partir du 1er janvier de l'année suivante, il peut être renouvelé par reconduction tacite pour trois (3) périodes d'une (1) année chacune et une période complémentaire, dans la limite d'une **durée totale maximale de quarante-huit (48) mois**.

En cas de non-reconduction, l'administration notifie sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard deux (2) mois avant la fin de la période contractuelle.

Le lien contractuel subsiste après expiration du marché, pour l'exécution des prestations commandées non encore terminées et leurs garanties ainsi que les autres garanties non encore expirées.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu’au dernier jour de validité du marché, à l’exception de la prestation B, sans toutefois que la durée d’exécution du dernier bon de commande puisse excéder, au-delà de la fin du marché, le délai d’exécution relatif à la prestation concernée.

1.2.2 – Montants du marché

1.2.2.1 Montant estimatif du marché

Le montant estimatif du marché est de 1 500 000 € HT.

1.2.2.2 Montants contractuels du marché

Les montants minimum et maximum sont précisés ci-dessous :

Période	Montants minimums sur 48 mois		
	HT	TVA*	TTC
Année 2026 (de la notification du marché au 31/12/2026)	60 000	12 000	72 000
Année 2027 (du 01/01/2027 au 31/12/2027)	60 000	12 000	72 000
Année 2028 (du 01/01/2028 au 31/12/2028)	60 000	12 000	72 000
Année 2029 (du 01/01/2029 au 31/12/2029)	60 000	12 000	72 000
Année 2030 (du 01/01/2030 à veille de la date anniversaire de notification)	0	0	0
TOTAL	240 000	48 000	288 000

En Euros (€)

Sur 48 mois	Montant		
	HT	TVA*	TTC
Montant maximum total	7 500 000	1 500 000	9 000 000

En Euros (€)

**le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.*

1.2.3 - Sécurité

Le marché est un contrat « sensible » soumis aux dispositions de l’arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l’instruction générale interministérielle n° 1300 (IGI 1300) sur la protection du secret de la défense nationale qui nécessitera un contrôle société et un contrôle élémentaire du personnel du titulaire qui accèdera aux locaux de l’administration.

En vertu de cette réglementation, l’administration diligente une enquête administrative de la personne morale du candidat attributaire du marché.

ARTICLE 2 – CANDIDATURES

2.1 – CONTENU DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les documents de la consultation mis à disposition pour la phase de candidatures sont les suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC) - phase de candidatures ;
- les modèles de tableaux en annexe I du présent document ;
- la fiche descriptive du projet en annexe II du présent document.

2.2 – MODALITÉS DE RETRAIT DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

En phase de candidatures, les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr.

Les documents de la consultation peuvent être obtenus par téléchargement sur le site ci-dessus, sous la référence 24M0159.

Pour les télécharger, le candidat doit indiquer ses coordonnées dont son adresse électronique, afin d'être informé des modifications éventuelles durant la procédure.

2.3 – ÉCHANGES PENDANT LA PHASE DE LA CONSULTATION

2.3.1 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de candidatures, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile (**au plus tard 11 jours calendaires avant la date de réception des candidatures**) sont transmises aux opérateurs économiques **au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures**.

2.3.2 Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 jours calendaires** avant la date limite de réception des candidatures.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis des documents avant les modifications, il pourra en remettre des nouveaux sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limite de dépôt des candidatures.

2.4 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 et R. 2151-7 du code de la commande publique, les entreprises peuvent présenter leur candidature sous forme de groupement conjoint ou solidaire.

Conformément à l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Les candidatures sont signées soit par l'ensemble des entrepreneurs groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter le groupement.

En cas de groupement, les sociétés peuvent :

- soit présenter un RIB commun dans le cas d'un groupement solidaire ;
- soit déterminer les montants et les prestations au prorata desquels les règlements sont effectués sur le compte de chacune des sociétés. À cet effet, elles fournissent leur RIB respectif.

2.4.1 – Documents à joindre au titre de la candidature de la société

Les candidats joignent :
Une lettre de candidature (DC1 ¹ , DUME ou tout document reprenant intégralement les éléments qui y figurent).
Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 ¹ , DUME ou tout document reprenant intégralement les éléments qui y figurent) en prenant bien soin, de fournir les informations et justificatifs requis au sujet des « personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement » et de renseigner le tableau F1 « Chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles ».
Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de trois (3) mois, OU Pour les sociétés établies ou domiciliées à l'étranger, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.
Si nécessaire un pouvoir ou tout autre justificatif requis au sujet de la ou des « personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou les membres du groupement ».

2.4.2 – Capacités à exécuter les prestations du marché

2.4.2.1 Capacité économique et financière des candidats

Pour justifier de la capacité économique et financière, les candidats transmettent les renseignements suivants conformément à l'arrêté ministériel du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

2.4.2.2 Capacités techniques et professionnelles des candidats

Pour justifier des capacités techniques et professionnelles, les candidats transmettent les renseignements suivants conformément à l'arrêté ministériel du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats :

- une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

¹ Imprimés officiels téléchargeables à partir d'internet : <https://www.economie.gouv.fr/cedef/fiches-pratiques/ou-se-procurer-les-formulaires-de-marches-publics>

- l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public ;
- le certificat de qualification professionnelle minimum ou équivalent, établi par des organismes indépendants, suivant :

Certification du niveau *Symfony* du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les références demandées par l'acheteur, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

2.4.2.3 Niveaux minimaux de participation

L'étude des candidatures consiste, dans un premier temps à vérifier que les candidatures respectent les niveaux de capacité imposés par l'acheteur.

À défaut, la candidature est rejetée par l'acheteur.

Le candidat devra obligatoirement disposer des niveaux de capacité suivants :	
Compétences techniques : Certification du candidat sur Symfony	
Conformément à l'article R.2142-14 du code de la commande publique, le candidat doit fournir une certification vérifiable du niveau Symfony des cadres et/ou responsables de prestations (par exemple le candidat pourra fournir le lien vers Symfony Connect) :	
<ul style="list-style-type: none"> - la société devra en permanence comporter un membre certifié Symfony niveau Expert. A défaut, un des cadres et/ou responsables de prestations devra être développeur certifié Symfony niveau avancé, avec plus de 10 ans d'expérience ET la société devra être un partenaire de Sensiolabs de niveau supérieur ou égal à Bronze, afin de garantir un niveau de qualité et une possibilité de recours à l'expertise de Sensiolabs sur le projet ; - la société devra en permanence comporter a minima un deuxième développeur certifié Symfony niveau Avancé sur version 6 ou supérieur ; - la société devra en outre disposer d'au moins 2 autres développeurs certifiés Symfony niveau Avancé en son sein (afin de garantir un remplacement potentiel en cas de besoin). 	
Capacités financières - Chiffre d'affaires	
Le candidat doit présenter son chiffre d'affaires sur les 3 dernières années pour être retenu, afin de garantir à l'administration la viabilité de l'entreprise indépendamment du présent marché. À ce titre, l'administration demande, conformément à l'article R. 2142-7 du code de la commande publique, que le candidat présente un chiffre d'affaires supérieur à 3 millions d'euros HT sur les 3 dernières années pour être retenu, c'est-à-dire à deux fois le montant estimatif du marché. Les éléments suivants sont également demandés : DC1, DC2, K-bis, délégation de pouvoir émanant de la personne désignée au K-bis, attestation fiscale.	

2.5 – DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES

La date limite de remise des candidatures est fixée au **16 septembre 2025** avant 16h30.

2.6 – EXAMEN DES CANDIDATURES

Les critères pour limiter le nombre de candidatures sont :

Critères	Description	Pondération en %
Moyens matériels et humains du candidat	Le candidat met en avant les moyens de son entité et précise les moyens en lien avec l'objet du marché. En particulier, le candidat remplira le modèle de tableau fourni en annexe I du présent document pour décrire ses moyens RH.	40 %
Certificats et capacités professionnelles du candidat	Le candidat met en avant les certificats et capacités de son entité et précise les certificats et capacités en lien avec l'objet du marché. En particulier, le candidat précisera le nombre de personnels certifiés Symfony, avec leurs niveau et version de certification, en se basant sur le modèle de tableau fourni en annexe I du présent document.	30 %
Références de la société liées à l'objet du marché	Le candidat met en avant les références de son entité en lien avec l'objet du marché, en objectivant si possible par des données chiffrées (nombre, volume financier).	20 %
Chiffre d'affaires 2024 du candidat	Le candidat communique le chiffre d'affaires de son entité et la part de son activité dédiée à la réalisation de prestation similaire à l'objet du marché.	10 %

Dans le cadre de cette consultation, et dans le respect des dispositions de l'article R. 2142-17-1° du code de la commande publique, l'acheteur retient, après classement, les cinq (5) meilleurs candidats parmi ceux qui se sont présentés. Ils seront invités à participer à la suite de la procédure.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur à cinq (5), l'acheteur pourra poursuivre la procédure.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

À l'issue de l'examen des candidatures, l'acheteur transmettra le dossier de consultation complet aux entreprises dont la candidature aura été retenue afin qu'elles présentent une offre dans le délai qui leur sera imparti.

ARTICLE 3 – AUTRES RENSEIGNEMENTS

3.1 – MODALITÉS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES

3.1.1 – Modalités de transmission des plis par voie électronique via la PLACE

L'opérateur économique désirant candidater par voie électronique doit s'identifier, ce qui nécessite de s'inscrire au préalable sur la PLACE. Il est donc indispensable de fournir, lors de l'inscription, une adresse courriel valide et régulièrement consultée.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique doit vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE : nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr est accessible et mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy éventuellement en place dans son entreprise.

3.1.2 – Certificat numérique

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature des documents d'un candidat se fait de manière électronique au moment de l'envoi sur le portail acheteur. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Transmission par voie électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr :

- si le candidat n'est pas inscrit sur ce portail, il trouve sur ce site les modalités d'inscription, en page d'accueil à la rubrique : « Aide – Première visite – Inscription ». L'inscription est valide dans un délai maximum d'une (1) semaine ;
- si le candidat est déjà inscrit sur ce portail mais ne possède pas encore un certificat numérique lui permettant de transmettre un pli, il trouve sur ce site à la rubrique « Informations techniques » en cliquant sur le lien « Autorités de certification européennes », une documentation décrivant les modalités d'obtention d'un certificat numérique ainsi que la liste des autorités de certification reconnues par le Ministère des Armées auprès desquelles le certificat numérique doit être acheté par le candidat. Le délai moyen d'obtention constaté est de deux (2) semaines ;
- si le candidat dispose d'un certificat de signature émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance ci-après, il n'a aucun justificatif à fournir pour signer sa réponse :
<https://www.marches-publics.fr/entreprise/footer/info-acrgs>
<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>
<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/t/home>
<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/t/FR>
- si le candidat dispose d'un certificat de signature non référencé sur une liste de confiance, il s'assure que ce certificat est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires² à la vérification de cette conformité par l'acheteur ;
- si le candidat est déjà inscrit sur ce portail et dispose déjà d'un certificat numérique lui permettant de transmettre un pli, il peut déposer sa candidature, en cliquant sur le lien « Répondre électroniquement aux consultations », puis « Choisir la consultation ».

² Le candidat indique la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé en fournissant les outils techniques de vérification du certificat et/ou l'adresse du site internet de référencement du prestataire par le pays d'établissement, ou à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire.

3.1.3 – Format des fichiers

Lors de la transmission du pli contenant le dossier de candidature, les documents doivent être compressés (.zip, .rar, etc.). La réponse du candidat ne doit pas être supérieure à 50 Mo.

Les formats à utiliser doivent être courants et largement disponibles : Word, Excel, PowerPoint et versions supérieures, PDF, JPG, ZIP, tous compatibles PC. L'acheteur doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

En cas de difficultés dans l'ouverture des fichiers d'un format autre que ces derniers, la candidature fera l'objet d'un rejet.

Les formats .exe et les macros ne sont pas autorisés.

Pour toute difficulté rencontrée sur le site www.marches-publics.gouv.fr, une assistance est mise à la disposition des entreprises via une FAQ et un support en ligne.

3.1.4 – Signature électronique

La signature électronique est un document sous forme électronique qui a pour but d'authentifier l'identité de la personne signataire (carte d'identité), l'intégrité des documents échangés (protection contre toute altération) et l'assurance de non répudiation (impossibilité de renier sa signature).

Les pièces et documents relatifs aux candidatures transmis par voie électronique sont signés par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique valide (non expiré et non révoqué) selon les modalités détaillées ci-dessous et dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Pour signer électroniquement une candidature, le candidat doit disposer d'un certificat de signature électronique et d'une application logicielle.

La signature électronique n'est pas une signature manuscrite scannée et apposée sur un document.

L'usage d'une signature scannée n'est pas considéré comme signature originale. La signature électronique revêt les mêmes caractéristiques et a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. Le certificat doit donc être nominatif, et le titulaire doit avoir la capacité d'engager la société (ou disposer d'une délégation de pouvoir).

La signature du dossier compressé ne vaut pas signature des pièces qu'il contient.

En cas de groupement, la signature électronique des candidatures des groupements d'opérateurs économiques revient au mandataire si celui-ci bénéficie des habilitations nécessaires. Dans ce cas, il signe seul la candidature au nom du groupement. À défaut d'habilitation du mandataire, la candidature présentée par un groupement doit être signée par l'ensemble des membres du groupement. Dans tous les cas, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Pour signer électroniquement sa candidature, le candidat utilise l'outil de signature de son choix :

- lorsque le candidat utilise l'outil de signature de la PLACE, il est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information ;
- lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur la PLACE, il doit produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES et transmettre gracieusement les éléments nécessaires³ pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document.

La signature électronique doit émaner d'une personne ayant la capacité d'engager le candidat.

³ Le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré avec une notice d'explication et les prérequis d'installation ainsi que le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour le Pouvoir adjudicateur.

▪ Virus

Tout document transmis par voie électronique par un candidat sans copie de sauvegarde et contenant un virus est éliminé et réputé non reçu. Les candidats sont donc invités à faire analyser leur pli par un anti-virus à jour avant envoi.

Dans le cas où un virus serait détecté, le candidat en sera averti dès la fin de la transmission de son pli par le biais de l'accusé de réception électronique et, si la date de fin de consultation le permet, il pourra transmettre un nouveau pli soit par voie électronique, soit par voie postale (ou porteur).

▪ Copie de sauvegarde

Tout document transmis par un candidat à la fois par voie électronique et par transmission sur support physique électronique ou papier dite à titre de « *copie de sauvegarde* », doit être transmis dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

Cette copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsque la transmission par voie électronique contient un virus ;
- lorsque la transmission par voie électronique n'est pas parvenue à l'administration ou lorsque celle-ci n'a pas pu ouvrir le fichier contenant la candidature.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il sera détruit par le Pouvoir adjudicateur.

Le candidat peut envoyer une **la copie de sauvegarde par lettre recommandée avec accusé de réception** à l'adresse suivante :

**MINISTÈRE DES ARMÉES
CASE n° 51 - AP205
1, place Joffre
75700 PARIS SP07**

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible suivante :

«COPIE DE SAUVEGARDE - CONSULTATION N° 24M0159»

**« Développement agile d'applications informatiques selon le framework Symfony
et prestations connexes »**

Entreprise (nom du candidat ; du groupement)

« NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »

3.2 – PROCÉDURE DE RECOURS

3.2.1 - Précisions concernant les voies et délais de recours

- Article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative « Recours pour excès de pouvoir dans le délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision attaquée ».
- Article L 551-1 et suivants du Code de justice administrative « Référé précontractuel avant la conclusion du contrat ».
- Article L 551-13 et suivants du Code de justice administrative « Référé contractuel » dans un délai de 31 jours à compter de la notification de l'avis d'attribution ».
- Décision du Conseil d'État du 4 avril 2014, Département du Tarn-et-Garonne, n° 358994, « recours en contestation de validité du contrat, qui peut être exercé par tout tiers au contrat, sans considération de leur qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées ».
- Article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative « Recours indemnitaire, dans les deux (2) mois suivants une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale ».

3.2.2 - Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04. Les coordonnées sont les suivantes :

1. téléphone : 01.44.59.44.00 ;
2. courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr ;
3. télécopieur : 01.44.59.46.46 ;
4. adresse Internet : <http://www.justice.gouv.fr>.